

La pauvreté chez les jeunes : une situation intolérable

texte
d'opinion

Avez-vous déjà eu faim? Avez-vous déjà manqué la chance de participer à une activité sportive ou culturelle parce que vous aviez juste assez d'argent pour vous nourrir, mais pas assez pour payer vos frais de participation? Malheureusement, un trop grand nombre d'enfants canadiens vivent ces situations tous les jours.

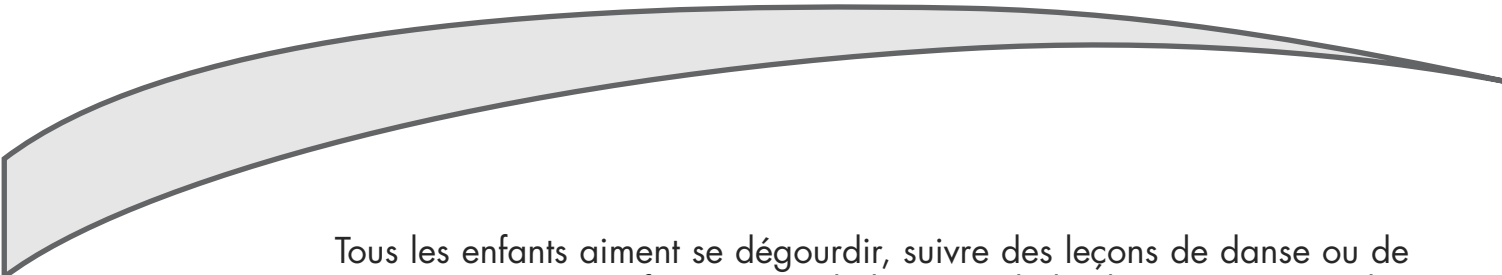
En fait, depuis quelques années, la pauvreté a augmenté dans notre pays, surtout dans les métropoles canadiennes comme Toronto et Montréal. Les personnes les plus touchées par cette dégradation sont les enfants, les membres les plus vulnérables de notre société, qui ne peuvent se défendre.

Selon les dernières données de base sur la pauvreté au Canada compilées par le Conseil canadien de développement social (CCDS), en 1997, le Canada comptait 1,4 million d'enfants pauvres. Toujours selon le CCDS, 13,9 % des enfants canadiens vivaient dans la pauvreté, contre 22,7 % aux États-Unis et 2,7 % en Suède. Certains pays, tels que la Suède, offrent une bonne qualité de vie à leurs enfants. Pourquoi le Canada ne pourrait-il pas en faire autant? Pourtant, le besoin existe et grandit.

Un jeune peut difficilement s'épanouir quand il vit dans un milieu où il ne mange pas à sa faim. Un communiqué émis le 17 avril 2000 par le CCDS précisait que les jeunes de moins de 18 ans forment 42 % de la clientèle des banques alimentaires. Il est certes déplorable que des enfants ne se nourrissent que grâce aux banques alimentaires. Cela devrait-il être toléré dans un pays prétendument développé comme le Canada? Plusieurs écoles en milieu urbain offrent un programme de déjeuner aux élèves, car il est impossible d'apprendre si le ventre crie. Mais les élèves profitant de ces programmes mangent-ils bien le soir ou les jours de congé? Ces jeunes ont besoin d'énergie pour étudier et s'amuser. Dorment-ils ou se couchent-elles le ventre vide?

Toujours d'après le CCDS, la pauvreté touche différents aspects de la vie de l'enfant. Dans les familles à faible revenu, par exemple, les frais de participation limitent l'accès aux activités récréatives. Moins de la moitié de ces familles peuvent payer des tarifs d'utilisation pour des activités récréatives par rapport à 72 % des familles à revenu élevé. Entre manger et s'amuser, cela va de soi.





Tous les enfants aiment se dégourdir, suivre des leçons de danse ou de natation, ou encore faire partie de l'équipe de hockey. Mais, pour des raisons économiques, un grand nombre de jeunes ne peuvent pas participer à ce genre d'activité. Si vous vous permettez ces divertissements, vous devriez vous compter parmi les chanceux. Ce n'est pas tout le monde qui peut en dire autant. Ces activités semblent réservées à un segment de la population seulement. Pourquoi devrait-on pénaliser les enfants qui vivent dans la pauvreté? Elles et ils devraient pouvoir se nourrir et s'épanouir comme tout le monde.

Jusqu'à quel point le peuple canadien veut-il aider les enfants pauvres, qui ne sont pas responsables de leur situation, à se développer pleinement? Quand on offre un appui aux jeunes, on augmente leurs chances de devenir des adultes capables de contribuer pleinement à la société canadienne.

Pour ces enfants pauvres, il ne s'agit pas seulement de pouvoir se payer de la nourriture et des activités. Leur estime de soi est aussi dévalorisée. Il est si facile de rire ou de dénigrer les personnes moins fortunées que soi. À l'école, celles et ceux qui ne souffrent pas de pauvreté devraient encourager leurs camarades de classe qui viennent de milieux défavorisés – et non pas rire d'elles et d'eux. Elles et ils devraient chercher à les inclure dans leurs activités. Elles et ils devraient aussi encourager leurs parents, et l'association de parents de l'école, à mettre sur pied des programmes pour venir en aide aux élèves moins privilégiés plutôt que de recueillir des fonds pour des activités ou des besoins moins pressants, comme des jeux pour la cour d'école.

Selon le CCDS, souvent, la pauvreté est une situation temporaire. Parfois, les enfants aux prises avec cette situation ont juste besoin d'un peu d'appui, d'un repas, d'un sourire ou d'un ami ou d'une amie pour les aider à mieux traverser des périodes difficiles.

La pauvreté au Canada demeure un problème de société qui regarde tout le monde. Nos gouvernements ont donc la responsabilité d'agir pour le régler. Pourtant, même si les politiciennes et politiciens prononcent des discours remplis de bonnes intentions, elles et ils agissent peu. Depuis 20 ans, la pauvreté chez les personnes âgées a beaucoup diminué. Mais les personnes âgées peuvent mobiliser l'opinion publique et voter aux élections. Mais les enfants, eux... Donnez-leur le droit de vote et nos gouvernants s'empresseront sans doute d'améliorer leur sort.